



Arrêt

n° 90 024 du 18 octobre 2012
dans l'affaire X / V

En cause : X - X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 mai 2012 par X et X, qui déclarent être de nationalité kosovare, contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prises le 23 avril 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 2012 convoquant les parties à l'audience du 6 septembre 2012.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes représentées par Me O. IGNACE, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les actes attaqués

1.1 Le recours est dirigé, d'une part, contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides à l'encontre de Monsieur T. F., ci-après dénommé « le requérant » ou « le premier requérant ». Cette décision est motivée comme suit :

A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité kosovare, de confession musulmane et d'origine ethnique albanaise. Vous êtes né le 8 septembre 1972 à Sllubicë (district de Gjilan) où vous avez résidé jusqu'à votre départ du Kosovo, le 17 août 2010. Vous arrivez en Belgique le 19 août 2010, accompagné de votre épouse [H. T.] ainsi que de vos trois enfants. Le jour même, muni de votre carte d'identité, vous introduisez une première demande d'asile auprès de l'Office des étrangers.

A l'appui de celle-ci, vous avez déclaré avoir quitté le Kosovo en raison des problèmes que vous rencontriez dans votre quartier : Zahiraj. En effet, vous avez relaté les nombreux contrôles et

intimidations dont vous avez fait l'objet ces dernières années de la part des gendarmes serbes. En effet, ceux-ci traverseraient régulièrement la frontière entre le Kosovo et la Serbie, provoquant à chaque fois les villageois, ce qui entraîne : crainte, inquiétude et sentiment d'insécurité dans votre chef. Vous avez également mis en cause la KFOR (Kosovo Forces) car, selon vous, ils auraient localisé sur leurs cartes géographiques le village de Sllubicë du côté de la République de Serbie. Cela légitimerait le comportement et les fréquentes descentes des gendarmes serbes dans votre secteur. Les villageois auraient fait appel à leur bourgmestre et aux différentes institutions nationales ainsi que la KFOR mais sans aucune amélioration tangible. La situation devenant insupportable, vous avez décidé de quitter votre village d'origine. Votre frère, [R. T.], aurait également abandonné sa maison et serait parti rejoindre vos parents qui résident actuellement dans la commune de Gjilan. Vous-même avez quitté le Kosovo pour la Belgique, en compagnie de votre famille.

Le 5 novembre 2011, le Commissariat général vous a notifié un refus de reconnaissance du statut de réfugié et un refus du statut de la protection subsidiaire. Le 25 novembre 2011, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE) que celui-ci a rejeté en date du 28 janvier 2011.

le 15 décembre 2011, vous introduisez une seconde demande d'asile auprès de l'Office des étrangers. Notons que vous n'avez pas quitté le territoire entre ces deux demandes. Vous invoquez les mêmes faits que lors de votre première demande d'asile. Vous ajoutez également être actuellement toujours en danger. La situation n'a pas évolué en un an, que du contraire : à cause de la présence continue des gendarmes, votre village se vide de ses habitants.

Pour étayer votre récit, vous soumettez sept articles en langue albanaise, publiés entre septembre 2011 et janvier 2012, issus de quotidiens kosovars et issus de vos recherches sur Internet. Tous évoquent la situation problématique dans le quartier de Zahiraj, où vous avez habité jusqu'en 2010. Vous complétez ces documents par la copie des enveloppes via lesquelles votre frère, [F.] vous a fait parvenir les articles de journaux originaux, le cachet de la poste datant du 7 octobre 2011.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse de vos déclarations que vous ne fournissez pas suffisamment d'éléments attestant qu'il existe dans votre chef une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, vous basez votre seconde demande d'asile sur votre peur que suscite en vous les gendarmes serbes ainsi que sur l'impossibilité pour vous de continuer à habiter la maison familiale de Sllubicë en raison des incursions régulières de ces mêmes gendarmes (Rapport d'Audition du 28 février 2012, pp. 3, 5-9, 11-13). Or, le Commissariat général rappelle que l'ensemble des instances d'asile belges a déjà jugé vos craintes dénuées de tout fondement.

En effet, les éléments qui fondent votre récit d'asile revêtent une dimension particulièrement locale puisque la crainte que vous invoquez découle uniquement du fait de la localisation géographique de votre domicile : celui-ci est situé dans le quartier de Zahiraj, territoire dont la souveraineté est contestée par le gouvernement serbe et que les autorités présentes au Kosovo ne parviennent pas à administrer.

Cependant, vous ne parvenez pas à convaincre le Commissariat général que vous n'auriez pas la possibilité, en cas de retour, de vous établir dans une autre région du Kosovo, contrôlée par les autorités kosovares et où la gendarmerie serbe ne représenterait plus aucune menace pour vous.

En effet, vous reconnaissez que la situation qui prévaut actuellement à Zahiraj est tout à fait singulière puisqu'elle n'est pas d'application dans les autres quartiers de Sllubicë. Vous expliquez que les gendarmes limitent leurs incursions au village de Kokaj (Rapport, p. 6). Plus généralement, ce type de situation ne concernerait, selon vous, que les régions frontalières avec la Serbie. Vous prenez pour ce faire l'exemple de Mitrovicë (Rapport, p. 6-7). Vous expliquez par ailleurs que ni vos parents, ni vos frères qui ont déménagé à Gjilan ne connaissent plus à ce jour des problèmes de cet ordre. Depuis leur emménagement, qui remontent à 2003 pour vos parents, ils ne sont en aucune manière inquiétés par les gendarmes serbes (Rapport, p. 3, 6 et 12). Vous reconnaissez également que c'est pour cette seule raison que votre famille s'est établie plus loin dans la commune de Gjilan. Vous reconnaissez également que c'est cette solution qu'ils préconisent depuis longtemps pour vous (Rapport, p. 12). Cela

démontre donc qu'un établissement dans d'autres communes du Kosovo constitue une alternative à la situation problématique à laquelle vous êtes confronté à Zahiraj.

De plus, vous n'amenez pas d'éléments concrets qui indiqueraient qu'une telle alternative de réinstallation vous serait impossible. Convie à vous expliquer à ce sujet, vous dites ne pas savoir où aller vivre : votre frère [F.] vit avec son épouse. Quant à votre père, vous expliquez qu'il a la charge des huit enfants de votre autre frère décédé. Il vous est impossible de profiter de son hospitalité dans ces conditions. Mais plus qu'un problème de relogement, ce qui vous empêche de partir est la mauvaise santé économique du pays. Vous expliquez que malgré vos recherches, il ne vous a pas été possible de trouver un nouvel emploi. Et sans l'assurance d'un salaire, vous ne voyez pas comment recommencer votre vie ailleurs avec une famille de trois enfants. Cela a précipité votre départ du Kosovo (Rapport, p. 12 et 13).

Au vu de ce qui précède, vous ne convainquez pas le Commissariat général qu'il vous serait impossible en cas de retour de vous établir ailleurs qu'à Sllubicë au Kosovo, dans un endroit où vous pourriez trouver un logement, des revenus et mener une vie décente à l'instar des autres membres de votre famille.

Dès lors, conformément à l'article 48/5 § 3 de la loi des étrangers du 15 décembre 1980 et dans la mesure où, dans une partie du Kosovo, vous n'auriez aucune raison de craindre d'être persécuté ou de subir des atteintes graves et qu'on peut raisonnablement attendre de vous que vous y restiez, il n'y a pas lieu de vous accorder le bénéfice de la protection internationale.

Nous vous informons enfin qu'une décision négative a été prise à l'égard de votre épouse, madame [H. T.].

Dans ces conditions, les documents que vous versez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas en mesure de rétablir le bien fondé des craintes que vous invoquez. Les différents articles qui figurent au dossier administratif appuient vos déclarations quant à la situation confuse qui prévaut dans le quartier de Zahiraj ainsi que les différentes tentatives que les habitants ont menées auprès des instances tant communales, nationales qu'internationales pour trouver une solution pacifique. Toutefois, ces documents ne permettent pas de modifier les conclusions exposées ci-dessus, à savoir qu'il vous serait possible, en cas de retour au Kosovo, de vous établir ailleurs que dans le village de Sllubicë.

En conclusion de ce qui précède, le Commissariat général constate que les nouveaux éléments déposés pour appuyer votre seconde demande d'asile ne sont pas de nature à modifier l'analyse qui avait été faite précédemment.

Au vu de ces considérations, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.

1.2 Le recours est dirigé, d'autre part, contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général à l'encontre de Madame T. H., ci-après dénommée « la requérante » ou « la deuxième requérante », qui est l'épouse du requérant. Cette décision est motivée comme suit :

A. « Faits invoqués »

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité kosovare, de confession musulmane et d'origine ethnique albanaise. Vous êtes née le 7 novembre 1970 à Llovc (district de Gjilan). A la fin de la guerre du Kosovo de 1998-1999, vous emménagez à Zahiraj, chez votre mari. Le 17 août 2010, vous quittez le Kosovo en compagnie de votre époux, [F. T.] et de vos trois enfants. Vous arrivez en Belgique le 19

août 2010. Le jour même, munie de votre carte d'identité, vous introduisez une première demande d'asile auprès de l'Office des étrangers.

Le 5 novembre 2011, le Commissariat général vous a notifié un refus de reconnaissance du statut de réfugié et un refus du statut de la protection subsidiaire. Le 25 novembre 2011, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE) que celui-ci a rejeté en date du 28 janvier 2011.

Le 15 décembre 2011, vous introduisez une seconde demande d'asile auprès de l'Office des étrangers. Notons que vous n'avez pas quitté le territoire entre ces deux demandes. Vous invoquez des faits similaires à ceux invoqués par votre mari.

A l'appui de cette seconde demande, vous présentez les documents médicaux suivants : deux attestations délivrées le 2 janvier et le 21 février 2012 par Madame [J. M.], psychologue clinicienne. Vous complétez ces attestations par celle du psychiatre, le Docteur [B.], délivrée le 10 janvier 2012 et celle du docteur [S.], docteur en médecine, délivrée le 27 février 2012. Elles diagnostiquent toutes une profond état dépressif.

B. Motivation

A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez des faits similaires à ceux narrés par votre mari. Or, une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire a été prise à son encontre, motivée comme suit :

« Il ressort de l'analyse de vos déclarations que vous ne fournissez pas suffisamment d'éléments attestant qu'il existe dans votre chef une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, vous basez votre seconde demande d'asile sur votre peur que suscite en vous les gendarmes serbes ainsi que sur l'impossibilité pour vous de continuer à habiter la maison familiale de Sllubicë en raison des incursions régulières de ces mêmes gendarmes (Rapport d'Audition du 28 février 2012, pp. 3, 5-9, 11-13). Or, le Commissariat général rappelle que l'ensemble des instances d'asile belges a déjà jugé vos craintes dénuées de tout fondement.

En effet, les éléments qui fondent votre récit d'asile revêtent une dimension particulièrement locale puisque la crainte que vous invoquez découle uniquement du fait de la localisation géographique de votre domicile : celui-ci est situé dans le quartier de Zahiraj, territoire dont la souveraineté est contestée par le gouvernement serbe et que les autorités présentes au Kosovo ne parviennent pas à administrer.

Cependant, vous ne parvenez pas à convaincre le Commissariat général que vous n'auriez pas la possibilité, en cas de retour, de vous établir dans une autre région du Kosovo, contrôlée par les autorités kosovares et où la gendarmerie serbe ne représenterait plus aucune menace pour vous.

En effet, vous reconnaissez que la situation qui prévaut actuellement à Zahiraj est tout à fait singulière puisqu'elle n'est pas d'application dans les autres quartiers de Sllubicë. Vous expliquez que les gendarmes limitent leurs incursions au village de Kokaj (Rapport, p. 6). Plus généralement, ce type de situation ne concernerait, selon vous, que les régions frontalières avec la Serbie. Vous prenez pour ce faire l'exemple de Mitrovicë (Rapport, p. 6-7). Vous expliquez par ailleurs que ni vos parents, ni vos frères qui ont déménagé à Gjilan ne connaissent plus à ce jour des problèmes de cet ordre. Depuis leur emménagement, qui remontent à 2003 pour vos parents, ils ne sont en aucune manière inquiétés par les gendarmes serbes (Rapport, p. 3, 6 et 12). Vous reconnaissez également que c'est pour cette seule raison que votre famille s'est établie plus loin dans la commune de Gjilan. Vous reconnaissez également que c'est cette solution qu'ils préconisent depuis longtemps pour vous (Rapport, p. 12). Cela démontre donc qu'un établissement dans d'autres communes du Kosovo constitue une alternative à la situation problématique à laquelle vous êtes confronté à Zahiraj.

De plus, vous n'amenez pas d'éléments concrets qui indiqueraient qu'une telle alternative de réinstallation vous serait impossible. Convié à vous expliquer à ce sujet, vous dites ne pas savoir où aller vivre : votre frère [F.] vit avec son épouse. Quant à votre père, vous expliquez qu'il a la charge des huit enfants de votre autre frère décédé. Il vous est impossible de profiter de son hospitalité dans ces

conditions. Mais plus qu'un problème de relogement, ce qui vous empêche de partir est la mauvaise santé économique du pays. Vous expliquez que malgré vos recherches, il ne vous a pas été possible de trouver un nouvel emploi. Et sans l'assurance d'un salaire, vous ne voyez pas comment recommencer votre vie ailleurs avec une famille de trois enfants. Cela a précipité votre départ du Kosovo (Rapport, p. 12 et 13).

Au vu de ce qui précède, vous ne convainquez pas le Commissariat général qu'il vous serait impossible en cas de retour de vous établir ailleurs qu'à Sllubicë au Kosovo, dans un endroit où vous pourriez trouver un logement, des revenus et mener une vie décente à l'instar des autres membres de votre famille.

Dès lors, conformément à l'article 48/5 § 3 de la loi des étrangers du 15 décembre 1980 et dans la mesure où, dans une partie du Kosovo, vous n'auriez aucune raison de craindre d'être persécuté ou de subir des atteintes graves et qu'on peut raisonnablement attendre de vous que vous y restiez, il n'y a pas lieu de vous accorder le bénéfice de la protection internationale.

Nous vous informons enfin qu'une décision négative a été prise à l'égard de votre épouse, madame [H. T.].

Dans ces conditions, les documents que vous versez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas en mesure de rétablir le bien fondé des craintes que vous invoquez. Les différents articles qui figurent au dossier administratif appuient vos déclarations quant à la situation confuse qui prévaut dans le quartier de Zahiraj ainsi que les différentes tentatives que les habitants ont menées auprès des instances tant communales, nationales qu'internationales pour trouver une solution pacifique. Toutefois, ces documents ne permettent pas de modifier les conclusions exposées ci-dessus, à savoir qu'il vous serait possible, en cas de retour au Kosovo, de vous établir ailleurs que dans le village de Sllubicë.

En conclusion de ce qui précède, le Commissariat général constate que les nouveaux éléments déposés pour appuyer votre seconde demande d'asile ne sont pas de nature à modifier l'analyse qui avait été faite précédemment.

Au vu de ces considérations, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la protection subsidiaire ».

Partant, pour les mêmes raisons, une décision similaire à celle de votre époux, à savoir une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, doit être prise envers vous.

Dans ces conditions, les différentes attestations médicales statuant sur votre santé psychique, si elles attestent bien des profondes difficultés psychologiques consécutives aux multiples situations de stress que vous avez dûes endurer ces dernières années, elles ne peuvent néanmoins pas, à elles seules, remettre en question la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Les parties requérantes confirment le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise.

2.2 Elles prennent un moyen

- de l'excès de pouvoir ;
- de l'erreur manifeste d'appréciation ;
- de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 portant obligation de motivation des actes administratifs ;
- de la violation du principe de bonne administration ;

- de la violation des articles 48, 48/2, 48/3, 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 (sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après, dénommée « La loi du 15 décembre 1980 ») ;
- de la violation de l'article 1^{er} de la Convention de Genève (du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés modifié par l'article 1er, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, ci-après dénommés « la Convention de Genève ») ;
- de la violation des articles 4 à 10 et 15 de la directive 2004/83/CE (du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (J.O.L 304, 30 septembre 2004, ci-après dénommée « directive 2004/83/CE ») ;
- de la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée « CEDH »).

2.3 Les parties requérantes font valoir que le requérant n'a pas eu la possibilité, lors de son audition, d'exposer les risques qu'il pensait courir en s'installant dans une autre partie du Kosovo et développent différents arguments qui tendent essentiellement à démontrer qu'il n'existe pas, en ce qui les concerne, d'alternative de protection dans une autre partie de leur pays d'origine.

2.4 Les parties requérantes affirment tout d'abord que la situation sécuritaire au Kosovo n'est pas optimale et que la présence de forces internationales dans le pays démontre que la sécurité des citoyens, indépendamment de leur origine ethnique, n'est pas garantie. Elles font ensuite valoir qu'en égard à la situation économique prévalant au Kosovo, à l'impossibilité pour le requérant d'exercer son métier d'agriculteur, au handicap mental dont est atteint leur fils, aux troubles psychiques dont la requérante souffre et à la circonstance que les requérants et leurs enfants ne peuvent être accueillis par aucun membre de leur famille, il est illusoire de penser qu'ils pourraient s'installer dans une autre partie du Kosovo et y vivre conformément à la dignité humaine. A l'appui de leurs argumentation, les parties requérantes citent de nombreux extraits du rapport publié par l'OSAR (Organisation suisse d'aide aux réfugiés) en septembre 2010.

2.5 Elles font valoir qu'un retour des requérants et de leurs enfants au Kosovo constituerait une violation de l'article 3 de la CEDH. Elles reprochent enfin à la partie défenderesse d'avoir violé l'article 23 de la Constitution dans la mesure où elle n'a pas tenu compte de la situation des enfants des requérants.

2.6 En termes de dispositif, les parties requérantes prient le Conseil de réformer les décisions attaquées.

3 L'examen des nouveaux éléments

3.1 La partie requérante joint à sa requête introductive d'instance :

- Un certificat médical circonstancié du fils des requérants établi le 19 décembre 2011 ;
- Un rapport spécialisé établi à Gjilan le 13 février 2012 concernant les possibilités de traitements au Kosovo du fils des requérants ;
- Une attestation du centre hospitalier universitaire du Kosovo datée du 16 février 2012 attestant qu'actuellement il n'existe pas d'infrastructure adéquate pour fournir un traitement adéquat aux personnes souffrant d'autisme ;
- Une attestation du Ministre de la Santé - Département des services de santé datée du 16 février 2012 ;
- Une attestation de suivi psychologique relatif à la requérante établi le 10 janvier 2012 et établissant que cette dernière est suivie depuis le 21 octobre 2010 ;
- Un article de presse daté du 2 avril 2012 et sa traduction ;
- Un article daté du 5 mai 2012 extrait du site Internet Bota-sot concernant la situation socio-économique du Kosovo et sa traduction.

3.2 Aux termes de l'article 39/76, § 1er, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, « [...] le Conseil peut, en vue d'une bonne administration de la justice, décider de tenir compte de tout nouvel élément qui est porté à sa connaissance par les parties, en ce compris leurs déclarations à l'audience, aux conditions cumulatives que : 1° ces éléments trouvent un fondement dans le dossier de procédure ; 2° qu'ils soient de nature à démontrer d'une manière certaine le caractère fondé ou non fondé du recours ; 3° la partie explique d'une manière plausible le fait de ne pas avoir communiqué ces nouveaux

éléments dans une phase antérieure de la procédure. Sont de nouveaux éléments au sens de la présente disposition, ceux relatifs à des faits ou des situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure administrative au cours de laquelle ils auraient pu être fournis ainsi que tous les nouveaux éléments et/ou preuves éventuels ou éléments appuyant les faits ou raisons invoqués durant le traitement administratif. »

3.3 Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil « l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure.» (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

3.4 Le Conseil considère que les documents précités correspondent aux conditions légales telles qu'elles sont interprétées par la Cour constitutionnelle. Partant, il est tenu de les examiner.

4. L'examen du recours

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne «qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

4.2 Aux termes de l'article 48/4, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 ».

Selon le paragraphe 2 de cet article, « Sont considérées comme atteintes graves :

a) la peine de mort ou l'exécution; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

4.3 En l'espèce, les craintes alléguées sont liées à la situation particulière du village d'origine des requérants, Zahiraj, situé à la frontière de la Serbie et dont les habitants sont régulièrement victimes de mesures d'intimidation de la part des forces de l'ordre serbes. La partie défenderesse ne conteste ni la réalité de cette situation ni sa gravité mais développe différents motifs qui la conduisent à estimer que les requérants pourraient raisonnablement s'établir dans une autre commune du Kosovo, où la gendarmerie serbe ne constituerait plus une menace. La partie requérante estime qu'une telle réinstallation est impossible en raison du contexte économique et social prévalant au Kosovo, d'une part, et de leur situation particulière, d'autre part.

4.4 Les débats entre les parties portent par conséquent essentiellement sur l'existence pour les requérants d'une possibilité de s'installer dans une autre partie du Kosovo.

4.5 Cette possibilité, désignée tantôt par les termes « *alternative de protection interne* », tantôt par les termes « *alternative de fuite interne* », doit être appréciée au regard des conditions fixées par l'article 48/5, § 3 de la loi du 15 décembre 1980, lequel concerne tant le statut de réfugié que celui de protection subsidiaire. Cette disposition stipule : « *Il n'y a pas lieu d'accorder la protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine, il n'y a aucune raison de craindre d'être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves et qu'on peut raisonnablement attendre du demandeur qu'il reste dans cette partie du pays. Dans ce cas, l'autorité compétente doit tenir compte, au moment où elle statue sur la demande, des conditions générales prévalant dans le pays et de la situation personnelle du demandeur* ».

4.6 Au regard de cette disposition, lorsqu'il est établi à suffisance qu'un demandeur d'asile nourrit une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteinte grave dans une partie bien déterminée de son pays, la possibilité de réinstallation interne dans une autre région de ce pays ne peut être envisagée qu'après s'être assuré que deux conditions y sont remplies : d'une part, le demandeur ne peut pas risquer d'y être exposé à des persécutions ou des atteintes graves, d'autre part, cette réinstallation doit être raisonnable au regard de sa situation particulière et de la situation prévalant dans la région envisagée (UNHCR, « *Principes directeurs, la possibilité de fuite ou de réinstallation interne dans le cadre de l'application de l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié* », P.3). La charge de la preuve pèse à cet égard sur le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

4.7 Le Conseil examine dans un premier temps si la première de ces conditions est remplie en l'espèce.

4.7.1 A titre préliminaire, il estime utile de souligner que la crainte de persécution alléguée ne se justifie qu'à l'égard d'une partie particulièrement réduite du territoire du Kosovo, à savoir le village de Zahiraj. Les requérants expliquent en effet craindre les gendarmes serbes en raison d'un litige territorial opposant la Serbie au Kosovo et qui concerne exclusivement leur village, proche de la frontière séparant les deux Etats. Il est par ailleurs notoire que la majorité du territoire kosovare est en revanche habitée par des albanais, est sous administration, légale ou de fait, des autorités kosovares et n'est pas accessible aux forces de l'ordre serbes.

4.7.2 Dans ce contexte, il n'est pas contesté que les requérants ont la possibilité d'échapper aux mesures d'intimidation des forces serbes redoutées en s'installant dans un lieu plus éloigné de la frontière ni que l'accès à un tel lieu est possible. Si dans leur requête, les parties requérantes invoquent de manière vague l'insécurité générale prévalant au Kosovo, force est de constater qu'elles n'étaient nullement cet argument. En outre, la partie défenderesse souligne à juste titre que plusieurs membres de leur famille se sont réinstallés dans d'autres communes proches de leur village et qu'ils n'y rencontrent pas de difficultés. Le Conseil estime par conséquent que la partie défenderesse établit à suffisance que les requérants ne risquent pas d'être poursuivis en raison de leur origine albanaise dans d'autres communes du Kosovo.

4.7.3 Le Conseil estime devoir encore examiner si, en cas de réinstallation interne, les requérants risquent d'être exposés à d'autres formes de persécution ou d'atteinte grave. En effet, le H.C.R. souligne qu'il convient de prendre en considération non seulement la persécution à l'origine de la crainte alléguée mais également toutes autres formes nouvelles de persécution ou de menaces graves auxquelles le demandeur d'asile risquerait d'être exposé dans la zone de réinstallation envisagée (UNHCR, « *Principes directeurs, la possibilité de fuite ou de réinstallation interne dans le cadre de l'application de l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié* », P.3).

4.7.4 Les requérants développent différents arguments tendant à démontrer que le niveau de chômage, la faiblesse des salaires et les difficultés de trouver un logement sont tels au Kosovo, qu'ils seraient exposés à des conditions de vie indignes dans l'hypothèse d'une réinstallation dans une région où ils ne disposent pas de logement et de terres à cultiver. Ils invoquent également les problèmes de santé de la requérante et de leur fils ainsi que la difficulté d'avoir accès au Kosovo à des soins de santé adéquats. Bien que ces arguments sont développés dans le cadre de l'appréciation du caractère raisonnable de leur réinstallation éventuelle, le Conseil estime devoir préalablement examiner si les

difficultés socio-économiques ainsi alléguées sont suffisamment sérieuses pour les exposer à un risque réel d'atteintes graves.

4.7.5 La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Cour E.D.H.) relative aux violations de l'article 3 de la Convention donne à cet égard des indications utiles pour apprécier le seuil de gravité requis. A plusieurs reprises, la Cour a en effet été amenée à analyser si des difficultés économiques et sociales rencontrées par des personnes déplacées constituaient des traitements inhumains et dégradants. Ainsi, dans l'arrêt *Salah Sheek*, la Cour européenne des droits de l'homme s'est refusée à intégrer des considérations de ce type dans son raisonnement. Elle y souligne notamment que des considérations économiques et humanitaires n'ont « *pas nécessairement d'incidence et n'en ont certainement pas une déterminante sur le point de savoir si les personnes concernées seraient exposées à un risque réel de subir des traitements contraires à l'article 3 de la Convention dans les régions en question.* » (Cour E. D. H., *Salah Sheekh c. Pays-Bas*, requête n° 1948/04, arrêt, Strasbourg, 11 janvier 2007). En revanche, dans l'arrêt *Sufi et Elmi*, elle exclut qu'il existe une possibilité de réinstallation pour des demandeurs d'asile Somalis dans des camps où les conditions de vie sont à ce point précaires qu'ils y seraient exposés à des traitements inhumains et dégradants. Dans cet arrêt, la Cour souligne toutefois non seulement l'insuffisance d'accès aux besoins élémentaires dont le défaut d'accès à la nourriture et à l'eau, les mauvaises conditions sanitaires, la surpopulation et l'absence de logement suffisant mais également l'absence de protection contre le crime, l'exploitation et le travail forcé ainsi que les limitations de la liberté de mouvement imposées aux personnes déplacées (*Case Of Sufi And Elmi V. The United Kingdom*, (*Applications nos. 8319/07 and 11449/07*).

4.7.6 En l'espèce, le Conseil observe, à la lecture des documents déposés par les parties requérantes, que le Kosovo est confronté de manière générale à un contexte économique et social difficile. Par ailleurs, il ne ressort pas des arguments développés par les requérants qu'en cas de retour dans leur pays, ils seraient exposés à des conditions de vie plus précaires que l'ensemble de la population kosovare. Les documents déposés par les requérants attestent qu'ils ont régulièrement eu accès aux services publics proposés dans différentes localités kosovares (documents d'identité, soins de santé, ...) et les requérants admettent n'avoir jamais rencontré de difficultés avec leurs autorités nationales. Surtout, la plus grande partie de leur famille qui résidait dans le village litigieux de Zahiraj a trouvé refuge dans d'autres localités proches où ils ne rencontrent pas de difficultés particulières. Les circonstances qu'aucun membre de leur famille ne pourrait leur offrir de logement et que le requérant, en sa qualité d'agriculteur, rencontrerait des difficultés à trouver un emploi ne peuvent conduire à une analyse différente. Le Conseil constate en particulier que s'il ressort des documents produits que 40 % de la population kosovare est sans emploi, il n'en résulte en revanche pas que cette partie importante de la population serait privée de la possibilité de répondre à ses besoins essentiels, ni que le requérant serait confronté à une situation plus difficile.

4.7.7 S'agissant plus précisément des souffrances psychiques du fils des requérants, le Conseil observe à la lecture de leurs dépositions et des documents médicaux produits que l'enfant a eu accès à des soins médicaux dans différentes localités du Kosovo, notamment à Gjilan et à Pristina. Le Conseil rappelle par ailleurs qu'il n'est pas habilité à se prononcer sur la qualité des soins de santé offerts dans le pays d'origine d'un demandeur d'asile et que le législateur a organisé une procédure spécifique pour les étrangers qui souhaitent obtenir un droit de séjour en Belgique aux fins de s'y faire soigner. En précisant que le statut de protection subsidiaire peut être octroyé à l'étranger qui « *ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter* », le législateur a en effet expressément exclu les demandes fondées sur cette base du champ d'application de l'article 48/4 de la loi. Il en résulte que le Conseil est dépourvu de compétence légale pour examiner une demande de protection internationale exclusivement fondée sur des problèmes de santé.

4.7.8 Le Conseil observe enfin que les requérants ont introduit une demande de séjour devant l'Office des étrangers sur la base des problèmes de santé de leur fils et de la requérante elle-même, le 5 novembre 2010. Cette demande a été refusée par une décision du 30 septembre 2011, l'Office des étrangers estimant que le Kosovo est en mesure de leur offrir des soins de santé adéquats. Le recours introduit contre cette décision devant le Conseil a été rejeté par un arrêt du 23 janvier 2012.

4.7.9 Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que les parties requérantes ne risquent pas d'être exposées à des persécutions ou des atteintes graves dans les localités kosovares qui ne font pas l'objet de contestation de frontières avec la Serbie.

4.8 Le Conseil examine ensuite si la réinstallation des requérants dans ces autres localités est raisonnable.

4.8.1 Pour apprécier le caractère raisonnable de cette réinstallation, le HCR nous enseigne qu'il y a lieu de prendre en considération la situation personnelle du demandeur (notamment son âge, son sexe, sa santé, sa situation familiale, son niveau d'éducation, sa langue, les éventuelles fragilités sociales, les considérations d'ordre ethnique, culturel ou religieux, les liens et compatibilités politiques et sociales, les possibilités d'emploi ...), l'éventuel traumatisme causé par des persécutions antérieures, les conditions de sûreté et de sécurité, le respect des droits de l'homme et les conditions économiques de subsistance (H.C.R., op. cit., p.7). Quel que soit le critère envisagé, le H.C.R. semble attacher une attention particulière à la nécessité d'éviter de confronter le demandeur à un isolement susceptible d'accroître sa vulnérabilité.

4.8.2 S'agissant en particulier des conditions socio-économiques de subsistance, l'institution estime qu'il serait déraisonnable d'attendre d'un demandeur qu'il s'installe dans un lieu « *où il serait confronté à l'indigence où à un niveau de vie en deçà d'un niveau de subsistance à tout le moins décent.* » (HCR, op. cit, p.7). Le HCR précise également que les conditions existant dans la zone de réinstallation envisagée doivent permettre de mener une vie relativement normale au regard des conditions de vie dans ce pays. Il souligne en revanche que la simple diminution du niveau de vie ou la dégradation d'un statut économique ne sont pas nécessairement suffisantes pour qualifier de déraisonnable l'installation dans une zone envisagée et en écarter l'hypothèse. Il s'en déduit qu'un seuil de gravité suffisant est requis pour justifier que des difficultés d'ordre économique et social fassent obstacle à une réinstallation et qu'un demandeur ne pourrait en principe pas exiger d'avoir accès à des droits économiques et sociaux supérieurs à ceux dont jouit habituellement l'ensemble de la population du pays concerné.

4.8.3 En l'espèce, pour contester le caractère raisonnable d'une réinstallation interne, les parties requérantes invoquent les problèmes de santé et les difficultés économiques et sociales déjà analysées dans les considérants qui précèdent. La partie défenderesse oppose essentiellement à cette argumentation le constat que plusieurs membres de la famille des requérants se sont réinstallés dans d'autres localités du Kosovo et qu'ils y vivent sans y rencontrer de difficultés.

4.8.4 Le Conseil observe que les difficultés alléguées par les requérants peuvent s'analyser sous l'angle de plusieurs critères parmi ceux énumérés par le HCR et rappelés ci-dessus, à savoir leur situation personnelle, le traumatisme dû à une persécution antérieure et les conditions économiques de subsistance.

4.8.5 S'agissant des difficultés économiques alléguées, il constate qu'elles ne sont pas différentes de celles auxquelles l'ensemble de la population kosovare est confrontée. Il considère qu'elles n'atteignent pas un niveau de gravité suffisant pour justifier à elles seules que la réinstallation envisagée soit qualifiée de déraisonnable et renvoie à cet égard aux considérants qui précèdent (4.7.4 à 4.7.6). Quant aux problèmes de santé allégués, le Conseil rappelle que l'autorité compétente pour examiner une demande de séjour fondée sur des problèmes médicaux a estimé que les requérants pourraient avoir accès à des soins adéquats dans son pays et se réfère également à cet égard aux considérants qui précèdent (4.7.7 à 4.7.9).

4.8.6 Le Conseil estime néanmoins devoir examiner si d'autres éléments tenant à la situation personnelle des requérants, cumulés aux difficultés économiques et médicales précitées, pourraient faire obstacle à leur réinstallation. A la lecture des pièces du dossier, le Conseil constate à cet égard que la langue maternelle des requérants est la même que celle de la majorité des habitants de la zone de réinstallation envisagée, à savoir l'albanais, qu'ils appartiennent au groupe ethnique majoritaire de cette zone, qu'il ne ressort pas des éléments du dossier que leur niveau d'éducation serait inférieur à celui de la population, qu'ils ont déjà fréquemment fait appel aux autorités d'autres localités kosovares sans rencontrer de difficultés particulières et que de nombreux membres de leur famille y demeurent.

Au vu de ce qui précède, le Conseil constate que la réinstallation des requérants dans une autre localité du Kosovo ne serait pas de nature à les isoler ou à accroître leur vulnérabilité

4.8.7 Enfin, les attestations médicales et psychologiques produites ne permettent pas d'établir que le handicap du fils des requérants et les troubles dépressifs dont souffre la requérante ont pour origine une persécution antérieure ou que leur retour éventuel dans leur pays d'origine les exposerait à un nouveau traumatisme. Il ne ressort en effet d'aucune des attestations médicales concernant le fils du requérant que les problèmes de santé de ce dernier auraient pour origine un traumatisme lié aux tensions prévalant dans son village d'origine. Quant aux certificats relatifs aux souffrances psychiques de la requérante, les attestations des 10 janvier et 21 février 2012 tendent certes à établir l'existence d'un lien, non exclusif, entre les mesures d'intimidation infligées à la requérante par la police serbe et la dépression dont elle souffre. Il n'en ressort toutefois pas qu'un retour de la requérante dans une partie du Kosovo où aucune incursion de la gendarmerie serbe n'est possible, soit la majeure partie du pays, exposerait la requérante au risque de subir un nouveau traumatisme.

4.8.8 Par conséquent, le Conseil considère que la réinstallation envisagée par la partie défenderesse est raisonnable au regard tant de la situation personnelle des requérants que de la situation prévalant dans leur pays d'origine.

4.9 D'autre part, le Conseil n'aperçoit, à la lecture des pièces de procédure et du dossier administratif, aucune indication que la situation au Kosovo correspondrait actuellement à un contexte de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi, en sorte que cette partie de la disposition ne trouve pas à s'appliquer.

4.10 En conséquence, les parties requérantes n'établissent pas qu'elles ont quitté leur pays ou qu'elles en restent éloignées par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève, ou qu'en cas de retour dans leur pays, elles seraient exposées à des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue aux parties requérantes.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé aux parties requérantes.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit octobre deux mille douze par :

Mme M. de HEMRICOURT de GRUNNE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

M. de HEMRICOURT de GRUNNE